

Ce qui empêche nos expatriés de rentrer

● Une enquête de Maroc Entrepreneurs sur le retour au Maroc, dresse le profil des Marocains de retour au pays et les facteurs qui influent sur leur prise de décision ● Visibilité insuffisante sur les opportunités de carrière, manque de transparence, de sérieux, de professionnalisme, évolution de carrière très limitée, corruption... les facteurs bloquants

PAR OTHMANE ZAKARIA

Considérations affectives et raisons objectives se mêlent chez les Marocains de l'étranger lorsqu'ils doivent faire le choix de rester dans leur pays d'accueil ou de revenir au Maroc. Une enquête de Maroc Entrepreneurs dresse le profil des Marocains de retour au pays, et énumère les facteurs qui influent sur leur prise de décision. Le concept de MRM (Marocains de Retour au Maroc) prend désormais une place à part entière parmi les MRE.

Salaires, expérience et attachement

Cette enquête a ciblé 6.000 personnes, afin de dresser des constats et des variables explicatives concrètes. Ainsi a-t-il été constaté que le niveau de revenu est une variable déterminante dans le choix des MRM. En ce sens où, plus les salaires des Marocains de l'étranger sont élevés, moins ils sont disposés à revenir s'installer au Maroc. Dans le même sens, le niveau d'expérience influe directement sur la décision de retour: plus les diplômés marocains acquièrent de l'expérience à l'étranger, moins ils sont favorables au retour. Un autre facteur explicatif est cette fois-ci d'ordre affectif. Il s'agit de l'âge où ces Marocains émigrent pour étudier ou travailler à l'étranger. Aussi, plus ils quittent tardivement le pays, plus leur attachement se renforce envers les origines et plus ils envisagent de revenir vers leur terre natale. Sur un autre plan, la proximité géographique joue également un rôle non négligeable dans le choix du retour. C'est ainsi que l'enquête nous apprend que la propension au retour est d'autant plus forte lorsque le pays d'accueil se situe en Europe, comparée aux USA ou au Canada, par exemple. Par contre, l'influence du niveau d'études n'est pas significative sur le retour des Marocains actifs à l'étranger. Ces constats ainsi dressés et les variables explicatives ainsi identifiées, l'enquête est allée encore plus loin, pour tenter de comprendre les facteurs bloquants, qui poussent les Marocains à rester dans leurs pays de résidence et les rend réticents au retour. Les résultats font ressortir que ces points bloquants sont

principalement liés à des considérations d'ordre professionnel. En effet, en tête de liste on retrouve le manque de visibilité sur les opportunités de carrière, et la connaissance insuffisante du contexte socioéconomique qui prévaut dans le royaume. 60,9% des sondés affirment avoir hésité au moment de franchir le cap du retour, dont 43,8% jugeaient que le milieu professionnel était «peu épanouissant». 27,7% estiment que les structures marocaines manquent de professionnalisme et autant jugent que les rémunérations sont trop faibles. Plus de 21% ont quant à eux évoqué le manque de méritocratie et la dominance de clientélisme comme étant les raisons qui les rendent réticents au retour.

Manque de professionnalisme

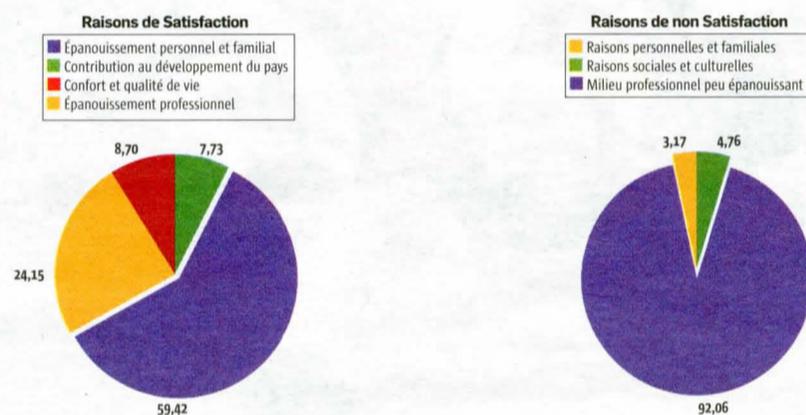
Ainsi, parmi les facteurs bloquants, le manque de transparence et de sérieux dans le milieu professionnel est assez souvent avancé, et déboucherait sur la perception de ressources humaines peu performantes. Ce qui est également lié à des évolutions de carrières bien plus limitées que dans leurs pays de résidence. Sans parler de la plaie profonde de la corruption, qui en décourage plus d'un à revenir au Maroc. Aussi, ces points bloquants plus ou moins spécifiques se rejoignent dans un constat plus général, relevé par les questionnés : «la fragilité des 3 piliers de développement» que sont l'éducation, la santé et la justice. Un état de fait relevé à maintes reprises par les rapports des organi-

«La fragilité des 3 piliers de développement» que sont l'éducation, la santé et la justice est également pointée du doigt.

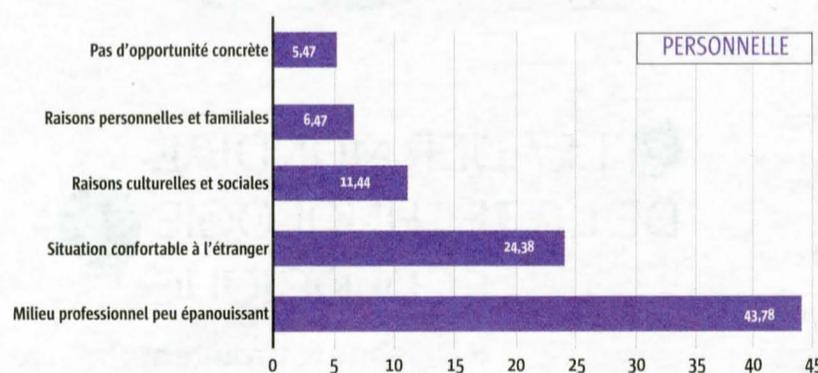
sations internationales de développement et qui influence sans aucun doute la perception des MRE confrontés au choix du retour. Cette perception fait ressortir un «environnement social peu épanouissant», tout comme d'ailleurs le perçoit un pan important des Marocains résidant au Maroc.

En somme, ces conclusions nous renseignent non seulement sur les raisons du retour ou non des Marocains actifs à l'étranger, mais également sur les décisions de départ des cadres marocains, ce que l'on qualifie communément de fuite des cerveaux. Les Marocains de l'étranger constituent un gisement considérable de compétences potentiellement au service du développement de la nation. Encore faudrait-il leur offrir les conditions légitimes de base pour servir leur pays, sans pour autant se sentir régresser dans leurs conditions personnelles et professionnelles, ainsi que celles de leurs enfants.

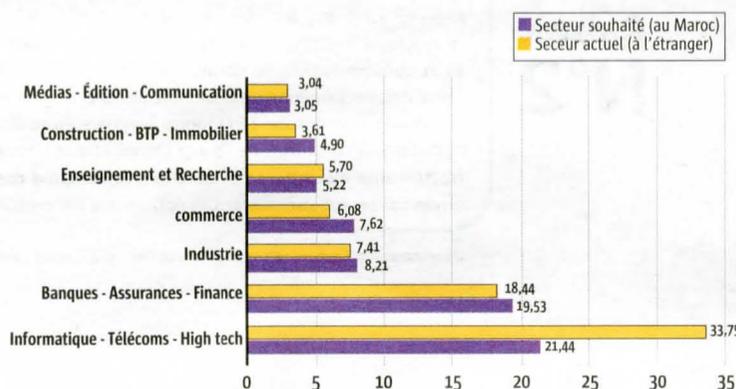
Synthèse des résultats de l'étude en %



Raison de la réticence au retour en %



Secteurs prisés par les MRM en %





Banco pour le partenariat pour le progrès

● La valeur des engagements financiers de l'Agence du partenariat pour le progrès a franchi le seuil des 400 millions de dollars en faveur de plusieurs activités socioéconomiques

PAR **ABOUBACAR YACOUBA BARMA**

410 millions de dollars US, plus précisément, soit 59% du budget total du Compact MCA-Maroc, c'est la valeur atteinte, à ce jour, par les engagements financiers de l'Agence du partenariat pour le progrès (APP). Un niveau qui va de pair avec le renforcement de l'exécution du programme MCA-Maroc avec un total de déboursements de 104 millions de dollars, soit 25% du total engagé et qui correspondent aux résultats atteints sur le terrain pour les divers projets et activités conduits dans le même cadre. C'est ce qui ressort de l'exposé présenté par le directeur général de l'APP, Morad Abid, sur l'état d'avancement et les perspectives pour l'année 2011 des projets inscrits dans le programme MCA-Maroc à l'occasion de la 7^e réunion du conseil d'orientation stratégique, tenue récemment sous la présidence du Premier ministre, Abbas El Fassi. Les actions menées ont concerné plusieurs secteurs prioritaires de l'économie nationale et qui se démarquent surtout par un véritable impact social au sein principalement de la population des zones rurales.

Les programmes mis en œuvre ont ainsi permis l'extension des superficies cultivables dans les zones pluviales ainsi que le lancement de la construction de 4 sites, dans le cadre du projet «pêche artisanale». Les programmes de l'APC ont également concerné l'alphabétisation fonctionnelle avec près de 5.100 bénéficiaires dans le secteur de l'artisanat, 2.124 dans celui de la pêche et 2.156 dans celui de l'agriculture dans 27 provinces. Dans le domaine de la formation professionnelle et pour ce qui est de la formation par apprentissage, les activités de la première promotion devront démarrer cette année, avec 1.500 apprentis concernés et un

programme de formation continue au profit de 5.000 autres artisans. Selon l'APP, l'année a également été marquée par la redynamisation du projet «Services financiers» avec l'achèvement de l'étude sur la transformation institutionnelle des associations de micro-crédit (AMC) et le déblocage de la 3^e tranche de 6 millions de dollars US. Des actions similaires seront déployées en 2011 au profit de toutes les AMC afin de renforcer leur capacité d'intervention ainsi que d'améliorer l'accès aux services financiers des populations rurales, notamment celles enclavées. Les activités

Les actions menées ont concerné plusieurs secteurs prioritaires de l'économie nationale et qui se démarquent par un véritable impact social.

inscrites dans le cadre du projet «Soutien à l'entreprise» ont été exécutées en totalité, notamment les sessions de formation en techniques d'appui pré et post création d'entreprises et de micro-projets (activités génératrices de revenus) au profit de 433 responsables régionaux et locaux de plusieurs institutions et programmes publics (INDH, ANPME, OFPPT) et des Chambres de commerce, d'industrie et des services. Selon les responsables de l'APP, la cadence de la mise en œuvre des projets et les résultats enregistrés sur le terrain devraient «impacter de manière significative» les taux d'engagements et des déboursements dans les mois à venir.